

[placegrenet.fr](https://www.placegrenet.fr)

A Grenoble, berceau de la "smart city", les Verts demandent un moratoire sur la 5G | Place Gre'net

12-15 minutes

Notre indépendance, c'est vous !

Décryptages, analyses, enquêtes...

Information de fond et de qualité

Sans parti pris et sans concession

[Je m'abonne](#)



DÉCRYPTAGE – Estimant la 5G incompatible avec la préservation de la planète, Eric Piolle, maire EELV de Grenoble réclame un moratoire sur cette technologie et vient de refuser les premières demandes d'installations de ces antennes-relais. Un blocage sans doute de courte durée, tant la marge de manœuvre des communes est dérisoire face aux mastodontes de la téléphonie mobile qui ont saisi le tribunal administratif. D'aucuns fustigent, dans le même temps, la sincérité du maire EELV qui participe, depuis 6 ans, au développement de la *smart-city* grenobloise... Autrement dit le futur terrain de jeu de la 5G.



Éric Piolle, attentif, scrutant ses résultats aux municipales Grenoble, 28 juin 2020, téléphone portable à la main. © Matthieu Livrieri – Place Gre'net

La [technologie 5G](#) n'est pas la bienvenue à Grenoble. C'est du moins le message qu'a voulu faire passer, début juillet, dans les médias, et sur les réseaux sociaux, Eric Piolle, maire EELV réélu à Grenoble. Au moyen, entre autres, [de formules choc](#), tel la 5G va servir à « *regarder du porno en HD dans un ascenseur* ». Au delà de cela, le maire reproche le flou sur les impacts sur la santé et se déclare « *sceptique sur l'hypernumérisation de nos vies* ».

« La 5G ne va pas du tout dans la bonne direction »

Une étude de [l'Ademe](#) en collaboration avec l'Autorité de régulation des communications électroniques et des postes ([Arcep](#)) devrait bien éclairer le débat. Mais elle n'est attendue que pour 2021...

D'ici là, les Verts grenoblois jugent absurde de mettre la charrue avant les bœufs et d'installer des antennes-relais 5G, en l'absence d'éléments clairs.



Pour Vincent Fristot, élu EELV, l'affaire est entendue. Au regard des premières [prospectives](#), il penche d'ores et déjà en défaveur de la 5G, qui « *ne va pas du tout dans la bonne direction* », proteste l'ex-adjoint à l'urbanisme et à la transition énergétique, réélu aux dernières élections municipales.

« *Cette technologie gloutonne va entraîner une surconsommation de matériaux et de ressources* », assène-t-il. Vincent Fristot trouve, du reste incohérent de déployer la 5G, « *avant d'avoir une idée des*

usages futurs et alors qu'il existe encore des zones blanches où les professionnels n'ont pas accès à des réseaux corrects ».

Le moratoire 5G enterré par le ministère de l'économie

Pour toutes ces raisons, les Verts, Eric Piolle en tête, appellent à l'instauration d'un moratoire sur la 5G. Une proposition que porte également la [Convention citoyenne du climat](#)... mais qui a "fait pschitt" jusqu'à présent.



Des passants consultent la liste des 149 mesures issues de la Convention citoyenne pour le climat. © Joël Kermabon – Place Gre'net

Le 29 juin, le chef de l'Etat a rendu ses conclusions devant ces citoyens tirés au sort. Sans un mot sur le moratoire, alors qu'Emmanuel Macron avait pourtant promis d'examiner toutes leurs conclusions.

Las pour ces derniers, le moratoire a été proprement enterré le 1^{er} juillet par Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre de l'économie et des finances. Qui a annoncé à l'Assemblée, la poursuite des enchères de la 5G pour fin septembre.

La Ville refuse les antennes 5G

Semblant déterminé à poursuivre le bras de fer, le maire de Grenoble vient donc de refuser plusieurs permis d'installation d'antennes-relais 5G aux opérateurs de téléphonie mobile. Et ce sur une dizaine de sites sur la commune.

De fait, une commune peut recaler une demande d'implantation d'antennes-relais d'un opérateur, au titre de sa compétence urba-

nisme et sur l'aspect « *insertion urbaine* ». À condition d'exposer des arguments solides... Pour s'opposer aux récentes installations, la Ville de Grenoble argue ainsi que « *les formes rondes et rectangulaires des antennes 5G s'intègrent mal dans le tissu existant* », résume Vincent Fristot.



Vincent Fristot, conseiller municipal réélu, adjoint à l'urbanisme et à la transition énergétique dans le mandat précédent de la majorité © Corentin Bemol – Place Gre'net

Même si les délégations des élus restent encore vacantes à ce jour, Vincent Fristot a, logiquement, pris en main les dernières demandes relatives aux antennes-relais 5G. Et, pour lui, les non-dits et les lacunes dans les dossiers de « *demandes d'autorisation préalables* » posent problème.

Les opérateurs restent en effet vagues sur leurs intentions. La 5G n'est ainsi pas mentionnée explicitement dans les dossiers déposés, mais entre les lignes, s'offusque-t-il.

Caractérisées comme étant « *de nouvelle génération* », les antennes « *ne seront pas actives et ne diffuseront aucun signal* », cite l'ex-adjoint. Qui déplore cette manière des opérateurs de tourner autour du pot.



Antenne 5G par F. Muhammad par Pixabay

Manquent aussi à l'appel des éléments techniques essentiels qui auraient dû être transmis au maire, poursuit l'ex-adjoint l'urbanisme.

Les opérateurs ne disent ainsi rien de l'orientation, de la fréquence ou encore de la puissance des antennes. Des « *oublis* » que les opérateurs pourront toujours réparer d'ici le procès...

Contestant la décision de la Ville, les sociétés Cellnex et Hivory viennent en effet de déposer deux recours gracieux pour la première et deux recours contentieux pour la deuxième. « *A présent les opérateurs de téléphonie mobile se cachent derrière des sociétés écran* », brocarde Vincent Fristot.

Les opérateurs remportent un premier procès en 2017

S'attendant à recevoir d'autres recours, la Ville de Grenoble se doute bien que la bataille judiciaire n'est pas gagnée. En 2014, Grenoble avait tenté d'interdire l'implantation d'antennes-relais à moins de 100 mètres des établissements accueillant des populations sensibles comme les personnes âgées, les jeunes enfants... [Un procès à l'initiative des opérateurs](#) contre la Ville s'en était suivi en 2017. Et avait débouché sur l'annulation de la délibération de la commune par le tribunal administratif.



Crèche Mutualité à Grenoble © Paul Turenne – placegrenet.fr

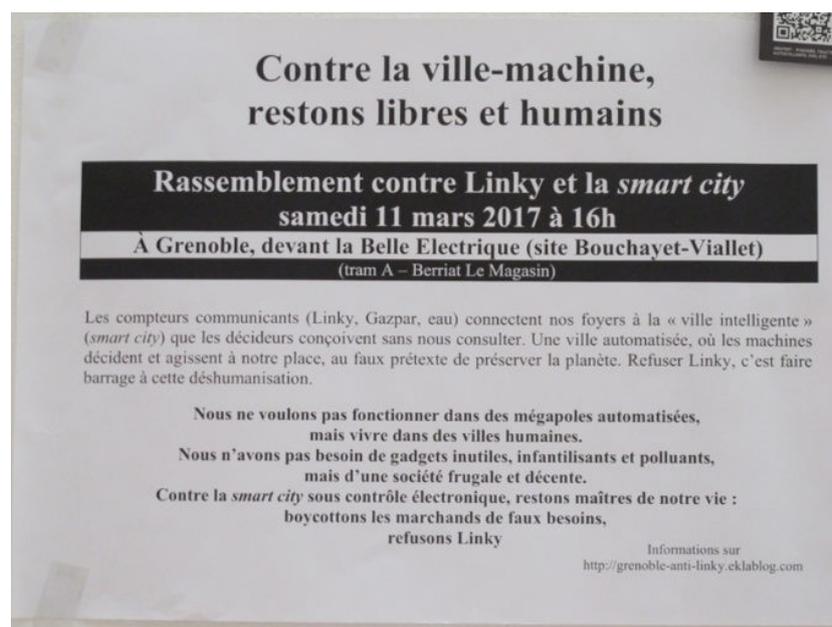
« *Je pense malgré tout que le message est passé, estime Vincent Fristot, étonnamment optimiste. Les opérateurs ne peuvent plus agir seuls, c'est en lien avec le terrain et les élus que ces enjeux doivent se négocier* » considère-t-il.

A défaut d'imposer ses propres règles aux opérateurs, la Ville a obtenu, en juin 2019, la mise en place d'une instance de concertation départementale, en invoquant [la loi Abeille](#) qui encadre l'expo-

sition du public aux ondes électromagnétiques. « *Jusque là, les opérateurs ont tenu compte des équipements sensibles* » assure Vincent Fristot.

Les Verts accusés de tenir un double langage

Si les opposants à la 5G approuvent la décision de Grenoble, d'aucuns viscéralement technophobes, fustigent le double discours du maire EELV. Cette fronde anti-5G de l'élu s'apparente davantage à une opération de communication opportuniste, d'après eux, qu'à une conviction profonde.



Affiche du rassemblement de Grenoble anti-Linky, et contre la Smart City, samedi 11 mars 2017, en marge de la biennale des villes en transition.

Durant le mandat écoulé, les élus écologistes grenoblois ont largement contribué au développement de la « *ville intelligente* », soulignent ces pourfendeurs de haute technologie.

En prenant la succession du maire socialiste Michel Destot, les Verts-Insoumis ont en effet continué à dérouler le tapis rouge à la « *smart city* », alias la « *ville intelligente* ».

Celle-là même qui va de paire avec la multiplication des capteurs en tous genre partout dans la ville, entraînant l'augmentation exponentielle de données. Et, *in fine* [une hausse des données impossibles à absorber](#) pour "les tuyaux" de la 4G. De fait, quoi qu'ils affirment aujourd'hui, les Verts et leurs alliés à Grenoble ont favorisé, par un ensemble de décisions, l'arrivée de la 5G, dénoncent un certain nombre de citoyens.

Anti 5G mais pas anti Linky

Ce discours anti 5G que tient aujourd'hui le maire EELV de Grenoble est, dans les faits, en porte-à-faux avec la tournure que sont en train de prendre bon nombre de politiques publiques développées par la Métropole et la Ville de Grenoble, vilipendées par les militants technophobes.

Loin d'être hostiles à la technologie, ces élus estiment que la transition écologique passe par le développement des réseaux électriques intelligents appelés « *smart-grid* » et le compteur intelligent Linky.



Eric Piolle inaugurant le Technopole de Schneider Electric en 2017 un bâtiment compatible avec les réseaux électriques intelligents. © Joël Kermabon – Place Gre'net

D'ailleurs, s'il s'oppose à la 5G aujourd'hui, l'ancien cadre dirigeant de Hewlett Packard qu'est Eric Piolle, n'a jamais émis de réserve, encore moins de véto, au déploiement du compteur Linky à l'inverse de plusieurs maires en France. Or ce système ouvre bel et bien la marche de [l'Internet des objets](#) et son corollaire, le déploiement de la 5G.

La majorité rouge et verte a aussi participé activement à la construction de l'écocité de la Presqu'île scientifique, cerveau de la smart city grenobloise. Cette dernière héberge depuis 2017, entre autres, le Technopole de Schneider Electric. [Inauguré par Eric Piolle](#), ce centre de recherche et développement de la multinationale de l'énergie planchera essentiellement sur les bâtiments connectés reliés aux smart-grid.

“Technophobie” choisie

En septembre 2017, les écologistes et leurs alliés du Parti de Gauche avaient voté, au grand étonnement d'ex-colistiers, la construction d'ABC, un immeuble d'habitation futuriste construit par

Bouygues et Suez et bourré de capteurs du sol au plafond. Les élus EELV s'y étaient pourtant [opposés quand ils étaient alors dans l'opposition](#) face au socialiste Michel Destot.



Accroc aux réseaux sociaux, Eric Piolle, maire EELV de Grenoble se prend en photo avec son iPhone chez le coiffeur au moment du déconfinement, en 2020. DR

En matière de réduction des déchets, nulle protestation également, lors du vote par la métropole du puçage des poubelles. Une technique visant à réduire les déchets à la source, mais qui, revers de la médaille, produit aussi des données.

Dans un autre domaine, la majorité verte-rouge a également estimé nécessaire de moderniser son réseau de bibliothèques, en équipant tous les livres de puces [RFID](#).

Enfin, au rayon déplacement, [le pass mobilités](#) en test dans la métropole grenobloise s'appuie sur une plateforme de services numériue devant permettre de faciliter la vie des usagers.

Ces derniers n'auront plus besoin de prendre un ticket avant de monter dans le tram, ou de sortir leur carte bleue pour louer un vélo, ou payer le parking. Les capteurs reconnaîtront l'utilisateur et lui enverront la facture en fin de mois. Là encore, ce système va lui aussi engendrer une quantité de données.

Une 5G testée à Grenoble depuis 2018 sans faire de vagues...

Du reste, ce n'est un secret pour personne, depuis 2018, les scientifiques et les acteurs économiques du [CEA – Léti](#) expérimentent la

5G sur la Presqu'île scientifique, après avoir dûment obtenu l'autorisation auprès de l'Arcep.



CEA Grenoble, Quartier Presqu'île, Grenoble© Chloé Ponset – Place Gre'net

[Forcément au courant de cette expérimentation](#), Vincent Fristot affirme ne pas savoir « *du tout quelle est la nature de ces expérimentations. Encore une preuve que ce dossier 5G avance de façon très obscure* ».

Contacté par Place Gre'net, le CEA – Légi a décliné notre demande d'interview. L'un de ses responsables nous confie ne pas vouloir alimenter cette regrettable polémique, d'autant plus surprenante, estime-t-il, que les relations sont bonnes avec les élus de la majorité à Grenoble. Et pour cause, ces derniers sont tout-à-fait en phase avec le développement high tech de la métropole grenobloise.

Un moratoire sur la 5G... et pas sur la smart city ?

Favorables à la *smart city* d'un côté, anti-5G de l'autre, les Verts grenoblois pourront-ils tenir les deux discours de front encore longtemps ? A les entendre, ils n'entendent pas abandonner l'idée d'un moratoire et entendent s'appuyer sur la mobilisation citoyenne et le réseau des villes pour faire pression sur l'État.

« *C'est un sujet politique qui engage notre société, bien trop important pour qu'on escamote certains aspects, ou que l'on mette les citoyens de côté* » estime Vincent Fristot. D'aucuns trouveraient toutefois la majorité grenobloise bien inspirée de commencer par balayer devant sa porte, en mettant en débat, à l'échelle locale, les tenants et aboutissants de la *smart city*.

Séverine Cattiaux